

**Thomas Sauvadet** maître de conférences à l'université Paris Est Créteil, enseignant en DUT animation sociale et socio-culturelle et en licence professionnelle.

Membre du Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche sur les Transformations des pratiques Educatives et des pratiques Sociales (LIRTES - EA7313).

Mail : thomas.sauvadet@u-pec.fr

## **La socialisation des jeunes de rue**

Résumé :

L'article décrit les modes de socialisation de la jeunesse « de rue » dans les quartiers pauvres de banlieue parisienne, une jeunesse masculine pour qui l'espace public du quartier correspond d'abord à un lieu de vie sous le contrôle et l'influence des pairs au sens strict (le groupe de copains) et au sens large (des jeunes partageant les mêmes espaces, les mêmes problématiques, les mêmes modes de vie). Après avoir précisé les caractéristiques sociales de cette jeunesse, l'article éclaire différentes logiques de regroupement dans l'espace public du quartier, plus hétérogènes que ne le laisserait supposer l'abondante littérature sur les « bandes ». Il analyse ensuite quelques spécificités de la socialisation juvénile des jeunes concernés.

Mots-clés : socialisation – jeunesse – pauvreté – logement social – éducation

Title : Corner Boy's socialization in the social housing.

Summary : This article describes the socialization of « corner boys » in the social housing of parisian suburb. Public space is life space for « corner boys », space under peers control. This article shows various group logics and possibilities, then some characteristics of this socialization.

Key-words : socialization – youth – poverty – social housing – education

Lors de mes recherches ethnographiques du début des années 2000 (Sauvadet 2006) puis lors de collaborations avec quatre équipes d'éducateurs de la prévention spécialisée que j'accompagnais en « travail de rue<sup>1</sup> », toujours dans des quartiers de logements sociaux de banlieue parisienne, j'ai observé un espace public très peu investi par les habitants. La plupart d'entre eux utilisent cet espace uniquement comme un lieu de passage et non comme un lieu de vie. Ce qu'observait Olivier Schwartz (1990) dans les quartiers ouvriers du Nord de la France se constate aussi dans des cités HLM de banlieue construites dans les années 1960/70 où la proximité spatiale n'a jamais induit une proximité sociale (Chamboredon, Lemaire, 1970) : le délaissement de l'espace public au profit de l'investissement dans l'espace privé.

Si la quasi-totalité des adultes de mes terrains d'enquête préfèrent rester chez eux ou vivre leur vie loin du quartier, il en est de même des jeunes. Pour Éric Marlière (2005 : 82), cette jeunesse qui utilise l'espace public du quartier uniquement comme un lieu de passage est une jeunesse « invisible » :

Les Invisibles se distinguent par leur absence ou leur grande distance par rapport à l'investissement de l'espace de proximité. Les réseaux de sociabilité se font en dehors des connaissances locales.

L'espace public de ces quartiers n'est pas, pour autant, vide. On y observe des jeunes, toujours les mêmes, généralement issus des familles les plus pauvres du quartier, souvent elles-mêmes issues des immigrations les plus pauvres et les plus récentes. Ces jeunes occupent l'espace public de leur quartier, l'utilisent comme un lieu de vie : un lieu d'attente et d'urgence, de repas et de jeu, de fête et de drame, de repos et de défi, de drague et de commerce, d'entraide et d'activités sportives... Ces jeunes passent tout leur temps libre dans la rue, n'en sortant que pour dormir voire manger, ou aller à l'école, au travail lorsqu'ils ont « la chance » d'en avoir un, comme l'expliquait déjà William Foote Whyte (1995) en décrivant le quotidien des « corner boys » d'un quartier italien de Boston de la fin des années 1930. C'est la raison pour laquelle je les qualifie de « jeunes de rue ». Ils se revendiquent de « la rue ». Ils considèrent les rues de leur quartier et ses extensions (halls d'immeuble, terrains de foot...) comme leur espace, voire leur espace privé. Ils perpétuent ainsi un vieil usage populaire de l'espace (Sauvadet, Bacqué, 2011), l'espace public ayant toujours été un lieu de vie pour les plus pauvres, en particulier pour les hommes et les garçons. Jean-Pierre Flamand (1989 : 50) écrivait dans son histoire du logement social français :

« *Revenons chez nous* », dit Gavroche sortant d'une maison pour retrouver la rue. En peu de mots, le génie de Victor Hugo exprime la réalité de la vie des couches urbaines prolétarisées. Ce qu'Arlette Farge décrit pour le Paris du XVIII<sup>e</sup> siècle vaut encore, toutes choses égales par ailleurs, à la fin du siècle suivant : la rue est l'habitat du peuple, l'espace dans lequel il vit, sinon loge. Car les conditions de logement du plus grand nombre ont si peu évolué en un siècle que la rue reste toujours le complément naturel, l'appendice immédiat du réduit domestique.

---

<sup>1</sup> Le travail de rue des éducateurs de la prévention spécialisée (dits « éducateurs de rue ») consiste en une déambulation dans l'espace public, à la rencontre des jeunes « en rupture » (institutionnelle et familiale) afin de réaliser une prise de contact, de nouer un lien, de proposer un parcours de réinsertion sociale et, avant cela, d'entreprendre une action de prévention, si besoin. L'accompagnement des éducateurs concernés en travail de rue se conjugait, moitié-moitié, à des « groupes d'analyse des pratiques ». Le tout représentait trois heures par semaine et par équipe de 2007 à 2012. L'anonymat des lieux et des personnes a été garanti aux enquêtés, comme cela était déjà le cas lors de mes précédentes recherches.

Cette « jeunesse de rue » est perçue comme « la minorité du pire » (Elias, Scotson, 1997) par les autres habitants du quartier repliés dans leur espace privé. Il est vrai qu'elle est ultra-minoritaire malgré les discours sur « les jeunes des banlieues » ou « des cités ».

Sur mes terrains d'enquête, les jeunes « de rue » représentent environ 10% de la population masculine du quartier âgée de moins de 30/35 ans<sup>2</sup>, selon le recensement que j'ai effectué lors de mes recherches ethnographiques ou, par la suite, en collaboration avec les quatre équipes d'éducateurs « de rue ». Ces observations étaient recoupées avec le recensement des « jeunes de rue » par des « jeunes de rue » qui avaient bien voulu se prêter à cet exercice. Ils distinguaient ceux qu'ils appelaient les « vrais jeunes du quartier » de ceux qu'ils appelaient les « faux jeunes du quartier » (à savoir les « Invisibles »). L'utilisation de l'espace public du quartier comme un lieu de vie et non comme un simple lieu de passage correspondait au critère déterminant de la classification opérée par mes informateurs entre « vrais » et « faux » jeunes du quartier. Parmi les « vrais jeunes du quartier », on constatait aussi bien la référence à des enfants ou à des adolescents qu'à de jeunes adultes.

Contrairement à l'impression laissée par la lecture du remarquable « Cœur de banlieue » (Lepoutre, 1997), le « nous » ici étudié ne se réduit pas à une dimension adolescente, il repose sur des liens « intergénérationnels » qui courent de l'enfance jusqu'à la trentaine, jusqu'à la fin d'une jeunesse interminable. Les loubards (Mauger, Fossé-Poliak, 1983), absorbés rapidement par le monde de l'armée, de l'usine ou de la famille conjugale, sortaient beaucoup plus tôt de leur jeunesse de rue, du « monde des bandes » (Mauger, 2006).

En ce qui concerne les enfants « des rues », pour appréhender leur univers, il faut d'abord prendre la mesure de ce que représente cette occupation de la rue. Riccardo Lucchini (1998) travaillait auprès des enfants des bidonvilles brésiliens et décrivait bien ce rapport à la rue que j'ai observé dans les quartiers pauvres de la région parisienne. Premièrement, la dimension purement physique, c'est-à-dire le temps passé dans la rue, constitue une donnée déterminante. Certains y passent tout leur temps libre, d'autres seulement quelques heures. Deuxièmement, la présence dans la rue change de sens en fonction du niveau de contrôle exercé par les parents. Schématiquement, deux pôles se présentent. Le premier est celui où la rue s'appréhende comme un terrain de jeu bien délimité et encadré par l'autorité parentale : elle n'est pas vraiment valorisée. Le deuxième correspond à la situation inverse : la rue représente un espace de liberté, sans contrôle parental. Beaucoup d'enfants oscillent entre ces deux pôles. Les enfants « des rues » que j'ai étudiés sont plus proches du second que du premier.

Ne confondons pas, par ailleurs, enfants « à la rue » et enfants « des rues », du logement social qui plus est. Les premiers sont totalement livrés à eux-mêmes, les seconds ont un domicile familial, en l'occurrence un logement social (fréquemment surpeuplé), et aussi une famille (souvent abîmée et dysfonctionnelle), ainsi que « le gîte et le couvert » (régulièrement réduits à leur plus simple expression). Je me réfère implicitement à cette seconde catégorie, que cela soit pour les enfants, les adolescents ou les jeunes adultes « de rue ». Pour désigner ces derniers, j'emploie la notion de « jeunesse », qui a l'avantage d'englober ces trois classes d'âges, voire ces trois « générations ».

Bien que minoritaires, ces jeunes, qu'ils soient enfants ou adolescents ou encore jeunes adultes, se présentent comme les représentants légitimes de « la » jeunesse du quartier. Dans la rue, ces jeunes forment des groupes. Cet article décrit les modes de socialisation de la jeunesse de rue du logement social dans les grandes agglomérations de la région parisienne. Il

---

<sup>2</sup> Au sujet des quelques filles « de rue », voir le chapitre 2.1.

ne concerne pas leur socialisation familiale, scolaire ou professionnelle (dans le cadre de l'économie légale) mais leur socialisation juvénile dans l'espace public de leur quartier : la socialisation juvénile « de rue » spécifique à la jeunesse « de rue » des quartiers de logements sociaux. Par « socialisation juvénile », j'entends une socialisation entre enfants, adolescents et jeunes adultes, affranchie de la surveillance adulte et institutionnelle.

L'article éclaire différentes logiques de regroupement dans l'espace public, plus hétérogènes que ne le laisserait supposer le succès médiatique et sociologique des « bandes » (Mucchielli, Mohammed, 2007 ; Mohammed, 2011). Il analyse ensuite quelques spécificités de la socialisation concernée.

## 1. Les principaux modes de regroupement.

Les jeunes étudiés se regroupent selon différentes logiques. Diverses formes de regroupement sont ainsi observables dans l'espace public. Je présenterai ici les quatre formes principales observées lors de mes enquêtes : les rencontres aléatoires, les vrais copains, les bandes, les regroupements générationnels.

La majorité des jeunes de rue est visible dans toutes ces formes de regroupement, passant de l'une à l'autre avec aisance, néanmoins quelques jeunes privilégient certaines formes au détriment des autres. Ces différentes formes de regroupement peuvent donc être associées ou dissociées dans la socialisation d'un jeune de rue.

### 1.1 Les rencontres aléatoires

Les jeunes étudiés ne donnent pas forcément rendez-vous à leurs copains dans un endroit précis, à une heure précise. Souvent, ils « traînent » dans le quartier sans objectif précis de rencontre ni d'activité. Les rencontres et les activités sont relativement aléatoires : relativement car elles se déroulent dans un espace (l'espace public du quartier) et un réseau social (la jeunesse de rue du quartier) bien délimités<sup>3</sup>. Ils « tombent » aussi bien sur des plus jeunes qui jouent au foot que sur des plus vieux qui fument de cannabis. Ils parlent aussi bien aux uns qu'aux autres, participant même aux activités des uns et des autres. Enfants, adolescents et jeunes adultes se mélangent, discutent et jouent les uns avec les autres, se saluent et s'apostrophent, se donnent des surnoms, échangent des biens et des services.

Il n'y alors ni « groupe » ni « groupe de pairs ». Le groupe formé dans l'espace public n'est qu'un rassemblement temporaire, fruit de rencontres aléatoires dans un espace (l'espace public du quartier) et un réseau (la jeunesse de rue du quartier) délimités où règne une forte interconnaissance (Lepoutre, 1997). Ce rassemblement se désagrègera aussi facilement qu'il s'est agrégé c'est-à-dire, dans la plupart des cas, à la fin de l'activité pratiquée (football, joutes verbales, bagarres ludiques, fêtes improvisées, acrobaties en deux-roues...).

Par ailleurs les différences d'âge sont si importantes qu'il devient difficile de parler « de pairs », lorsqu'on observe une dizaine ou une vingtaine d'années d'écart entre les personnes. La notion de « groupe de pairs », caractérisée par de faibles différences d'âge entre les membres du groupe, ne peut ici être employée. De l'analyse d'une socialisation par le « groupe de pairs », il s'agit alors de passer à l'analyse d'une socialisation juvénile. « Juvénile » car elle concerne toutes les étapes de la jeunesse entendue au sens large : enfance, adolescence, jeune âge adulte.

Si les groupes formés grâce à des rencontres aléatoires ne sont souvent ni des groupes durables, ni des groupes de pairs, ils témoignent néanmoins de liens de solidarité et de concurrence entre les différentes classes d'âges de la jeunesse de rue du quartier. Il existe également des liens familiaux : tel enfant est le petit frère d'un bon copain, tel adolescent est le cousin d'un « grand » du quartier (un jeune adulte de rue du quartier).

---

<sup>3</sup> Lors de sa recherche ethnographique dans une cité HLM de la région parisienne, Olivier Masclat (2003) souligne l'importance que revêt la socialisation au sein d'un club de jeunes dans le dépassement des hostilités qui peuvent opposer des groupes distincts, construits sur des bases micro-territoriales, mais précise que « la rue » demeure l'espace principal des rencontres.

## 1.2 Les vrais copains

Dans de nombreux cas, les jeunes étudiés retrouvent leurs copains dans un endroit précis du quartier. Aux horaires habituels, ils y retrouvent presque à coup sûr leurs meilleurs amis, les vrais copains, pas plus nombreux que les doigts de la main. Dans la rue, ils sont les seuls dignes de confiance. Les liens amicaux sont très forts. On y constate différentes formes de proximité : géographique, sociale, culturelle et même scolaire<sup>4</sup>... Souvent qualifié de « seconde famille », ce groupe accompagne le jeune durant toutes les phases de sa jeunesse : de l'enfance au jeune âge adulte. Les différences d'âge sont généralement réduites à quelques années dans le petit groupe des vrais copains. On peut alors parler de « groupe durable » et même de « groupe de pairs » au sens classique du terme : celui du réseau amical quotidien, sélectif, rigoureusement délimité, un groupe de pairs que l'on retrouve dans toutes les classes sociales (De Singly, 2006). Les jeunes ont le même âge ou presque, fréquentent souvent le même établissement scolaire voire sont dans la même classe scolaire. Ils habitent le même quartier (le même bâtiment) et y pratiquent dans la rue les mêmes activités.

Nous sommes-là dans le cadre d'une socialisation juvénile classique par le groupe de pairs. Cependant le contrôle social exercé par les adultes varie en fonction des classes et des milieux sociaux. Ici, la socialisation par le groupe de pairs est très largement affranchie du contrôle adulte et même du contrôle institutionnel. Les dynamiques internes au groupe bénéficient d'une grande marge de manœuvre sans pour autant induire des conduites à risque importantes : la bienveillance et le respect mutuel entre les membres du groupe limitent le nombre et la gravité des provocations et des défis. Ils favorisent au contraire l'expression de la parole intime et des confidences (relations familiales, relations amoureuses...), comme cela est aussi le cas dans les petits groupes de lycéennes étudiés par Dominique Pasquier (2005).

Pour les quelques « filles de rue » (Rubi, 2005), le groupe des « vraies copines » représente la seule et unique forme de socialisation habituelle entre pairs dans l'espace public du quartier. Pour les garçons, en revanche, il est concurrencé par une autre forme, plus large, « la bande ». La bande correspond à une agrégation de différents groupes de « vrais copains », avec davantage de concurrence et de conduites à risques. C'est d'ailleurs la dangerosité de la bande, en lien avec ses rivalités internes, qui conduit certains jeunes à refuser cette forme de socialisation et à se contenter des « vrais copains » et des rencontres aléatoires.

## 1.3 La bande

Pour Maryse Esterle-Hedibel (1998), l'étymologie du mot « bande » renvoie à la notion de groupe hiérarchisé arborant un signe distinctif qui le représente et le différencie des autres. Alors qu'au début de son histoire, le mot désignait une organisation légale, peu à peu, la bande est devenue une organisation sociale déviante voire illégale, dans tous les cas malfaisante et marginale.

Les sociologues ont utilisé le mot pour décrire les groupes de jeunes dans l'espace public des quartiers populaires, en particulier les groupes les plus déviants et les plus violents, des bandes exclusives de garçons ou des bandes très largement masculines : des bandes

---

<sup>4</sup> Au sujet des liens entre les amitiés du quartier et les amitiés du collège, lire : Moignard, 2008.

« d'apaches » (Perrot, 1979) aux bandes des quartiers pauvres d'aujourd'hui (Mohammed, 2011) en passant par les bandes de « bousons noirs » des années 1960 (Monod, 1968).

L'intérêt médiatique pour « le phénomène des bandes » a varié dans le temps (Mucchielli, Mohammed, 2007). Il a participé à fixer la dangerosité et la négativité autour du mot, jusqu'à son utilisation sous forme d'injure. La connotation péjorative du mot incite les jeunes étudiés à ne pas l'employer, à lui préférer des appellations américaines plus récentes et mystérieuses, plus « chics » et plus « cools », par exemple « crew ». Que nous l'appelions « bande » ou « crew », cette forme de socialisation renvoie à des caractéristiques précises. Elle a d'abord un nom.

Soit les jeunes reprennent l'expression « les vrais copains » et ses variantes (les « vrais potes », « les vrais amis »...) mais en supprimant l'adjectif « vrais », témoignant par-là de la confiance toute relative qu'ils accordent aux membres de leur bande (susceptibles d'être de « faux amis »), soit ils baptisent leur bande avec un autre nom, tout droit sorti de leur imagination. Cela demande de la créativité, de l'originalité, tout en respectant certaines règles.

Tout d'abord le nom du quartier est généralement intégré dans le nom de la bande<sup>5</sup>, comme cela semble toujours avoir été le cas... Se souvient-on de « la bande des Quatre Chemins d'Aubervilliers », de celle des « gars de Charonne », des « Monte-en-l'air des Batignolles » ou des « Loups de la Butte » de Montmartre (Perrot, 1979) ?

Par ailleurs le nom de la bande doit inspirer la peur. Les « Apaches » (Perrot, 1979) d'autrefois se proclamaient « loups », les jeunes de rue du siècle suivant s'autoproclament « criminels » (Sauvadet, 2006). Le but reste d'impressionner, de marquer les esprits, d'intimider.

Enfin, troisième et dernière règle, le nom de la bande indique aussi l'activité principale de la bande : une pratique sportive ou artistique, ou une activité délinquante particulière, ou encore un goût pour la fête et la consommation intensive de drogue, qualifie le nom du groupe, comme c'était le cas avec la « Bédou [cannabis] Connexion » ou les « Criminel Boys » ou encore la « Mafia du Mic [microphone] » sur l'un de mes anciens terrains d'enquête (Sauvadet, 2006).

Ces appellations de bande sont surtout à la mode durant la préadolescence et l'adolescence, se teintant de nostalgie ou de rancune au jeune âge adulte. La préadolescence (à partir de dix ans) et l'adolescence (jusqu'à vingt ans) correspondent à « l'âge d'or » des bandes. C'est à cette période qu'elles se constituent (Mohammed, 2011 ; Moignard, 2008) par l'agrégation de certains groupes de « vrais copains », par la spécialisation dans une activité distinctive, par la revendication d'une identité collective symbolisée par le nom attribué à la bande, par la mise en place d'un contrôle social territorialisé (contrôle d'une partie de l'espace public du quartier à certaines heures).

Dans tous les cas, les bandes se définissent par un territoire, une activité et ses conduites à risque associées. Tout cela se retrouve généralement dans leur nom, servant ainsi à les identifier et à les nommer. Le territoire et l'activité créent le lien social. Si le jeune change d'activité, il est probable qu'il s'oriente de plus en plus vers une autre bande du quartier. S'il déménage loin du quartier, les liens seront rompus, du moins dans la plupart des cas.

On observe régulièrement d'importantes différences d'âge dans les bandes. La bande n'est pas forcément un groupe « de pairs ». Une dizaine d'années sépare parfois les plus âgés des plus

---

<sup>5</sup> A l'époque des « blousons noirs », la territorialisation des bandes et leurs réactions agressives en cas « d'intrusion » suscitaient déjà l'inquiétude (Ceccaldi, 1961).

jeunes. Les plus âgés jouent généralement le rôle de « l'initié », les plus jeunes, celui de « l'apprenti », bien qu'il soit possible d'observer une distribution inversée des rôles si un plus jeune manifeste plus de force et de malice qu'un plus vieux<sup>6</sup>. Des rapports hiérarchiques autoritaires sont observés, même s'ils sont cachés au monde extérieur devant lequel la bande préfère se présenter comme un simple groupe de copains. En réalité, les inimitiés y sont nombreuses et débouchent d'ailleurs régulièrement sur des conflits internes, que la bande dépasse en identifiant des « ennemis communs » comme la police, un voisin vindicatif ou une bande rivale. Durant ces conflits internes, on voit réapparaître les différents groupes de « vrais copains » qui composent la bande, d'où l'importance d'identifier des « ennemis communs », de réinstaurer une « ségrégation réciproque » entre le groupe et son environnement (Lascoumes, Robert, 1974), afin de renouer les liens qui unissent les membres de la bande.

Affranchie de la surveillance adulte, les dynamiques internes au groupe bénéficient d'une grande marge de manœuvre, comme c'est aussi le cas avec les « vrais copains ». Contrairement au groupe des « vrais copains », la bande favorise les conduites à risque et les passages à l'acte. Elle s'anime grâce aux provocations et aux défis, ne laissant aucune place à la confiance et à l'expression d'une parole intime. On y retrouve des pratiques ordaliques qui symbolisent l'appartenance au groupe (Le Breton, 2003) : des provocations en duel dans une bande de bagarreurs jusqu'à la consommation intensive d'alcool sous forme de défi dans une bande de jeunes alcooliques... Des accidents graves se produisent et distinguent les jeunes dignes d'appartenir au groupe de ceux qui ne le sont plus (ou pas) : par le « sacrifice » de certains de ses membres, la bande s'affirme comme un groupe sélectif et viril.

L'origine culturelle familiale peut jouer un rôle dans la formation des bandes, sans constituer un facteur décisif. Gérard Mauger (2001 : 83) constate :

Le recrutement des bandes cooptées dans le cadre d'une même unité spatiale sur la base d'affinités de dispositions et de conditions peut passer pour une cooptation « ethnique », du fait de la visibilité des marqueurs corporels qui les désignent comme immigrés ou fils d'immigrés. Mais il est vrai qu'une « ethnicité » vague qui associe à telles propriétés corporelles (la couleur de la peau, les cheveux frisés, les yeux bridés, etc.) une culture ad hoc faite de bric et de broc, d'éléments hétéroclites et décontextualisés (« renois »/« rebeux », « céfrans »/« rebeux », « toubabs »/« renois », etc.) peut servir de ressource identitaire aux agents les plus démunis de ressources économiques et culturelles et s'intégrer dans la logique guerrière du monde des bandes, logique du territoire, du patronyme, des couleurs, de l'opposition « nationaux/étrangers », etc..

En fonction du *turn-over* résidentiel (très important lors d'une « rénovation urbaine »), l'observateur distingue également les « natifs » (membres historiques d'une bande du quartier) des « nouveaux » (jeunes ayant récemment emménagés dans le quartier), comme le montrait la sociologie de l'exclusion de Norbert Elias et John L. Scotson (1997). Les

---

<sup>6</sup> Eliane De Latour (1999), lors d'un travail sur les gangs de rue d'Abidjan et de San Pedro, décrit des « vieux pères », c'est-à-dire des initiés, et des « fistons », c'est-à-dire des apprentis. Le regroupement de « vieux pères » et de « fistons » forme une bande délinquante voire criminelle, un « gang », dans lequel les différences d'âge sont potentiellement très importantes, par exemple en mélangeant des enfants et des jeunes adultes. Si les plus âgés sont généralement reconnus comme « vieux-pères », ce n'est pas toujours le cas. Un jeune qualifié de « fiston » peut être plus âgé que son « vieux-père ». Ce n'est pas l'âge qui détermine ce processus d'étiquetage mais la capacité de débrouillardise dans la rue, et notamment la débrouillardise délinquante voire criminelle. En partenariat avec le service médias du CNRS, Arte et France 3, Eliane De Latour a également réalisé un film, intitulé « Bronx-Barbès », qui illustre remarquablement sa recherche sur les gangs des ghettos africains des années 1990.



« nouveaux » peuvent intégrer une bande déjà constituée ou créer leur propre bande « de nouveaux » comme je l'avais remarqué sur l'un de mes terrains d'enquête au début des années 2000. Isolés, certains « nouveaux » doivent se contenter des rencontres aléatoires qu'ils font dans les rues du quartier. D'autres se limitent à un petit groupe de « vrais copains », n'ayant pas (encore) les moyens de créer une bande et ne voulant pas intégrer une bande déjà constituée dans laquelle ils seraient dominés par le leadership historique et ses réseaux d'alliance.

La bande prétend elle aussi au titre de « seconde famille » mais ses membres n'y croient qu'à moitié tant les logiques utilitaristes et concurrentielles y sont banales. Pour un jeune de rue, la bande implique aussi bien des protections que des dangers, des solidarités romantiques (la « famille de la bande ») que des formes d'exploitation par le leadership (généralement un groupe de « vrais copains » qui s'est imposé avec autorité). C'est le « package » (Mohammed, 2011) proposé par la bande aux jeunes « sans projet » comme disent les travailleurs sociaux.

Dans certaines situations, les différentes bandes de la même « génération » se rassemblent temporairement et donnent naissance à ce que nous appellerons un « regroupement générationnel ».

#### 1.4 Le regroupement générationnel

Les bandes de la même « génération » s'agrègent temporairement les unes aux autres pour donner naissance à un « regroupement générationnel », c'est-à-dire le regroupement de tous les jeunes de rue du quartier appartenant à la même « génération »<sup>7</sup>. La délimitation de ces « générations » n'est pas chose facile pour les jeunes concernés. Elle comporte des situations intermédiaires difficilement classables, ainsi que de nombreuses exceptions plus ou moins stigmatisées : tel « petit » qui traîne avec des « grands », tel « grand » qui traîne avec des « petits ». Cela provoque des débats internes.

Comme cela a été évoqué en introduction, trois « générations » sont perçues par mes enquêtés : les « grands », c'est-à-dire les jeunes adultes, les « jeunes », c'est-à-dire les adolescents, les « petits », c'est-à-dire les enfants. Cela correspond au découpage habituel de la jeunesse de rue en trois tranches de dix ans : un découpage générationnel que j'ai retrouvé sur tous mes terrains d'enquête.

Ces trois possibilités de regroupement générationnel temporaire (entre enfants, entre adolescents ou entre jeunes adultes) sont toujours motivées par une activité commune temporaire. Ils sont entraînés par des activités qui nécessitent le maximum de personnes et impliquent en conséquence une certaine démesure par rapport au quotidien : un jeu de cache-cache géant mobilisant tous les enfants que la jeunesse de rue du quartier puisse compter, une fête d'adolescents improvisée dans un sous-sol, un tournoi de football organisé par des jeunes adultes...

Ces fusions temporaires des bandes appartenant à la même « génération » dépassent parfois l'échelle du quartier, lorsqu'il s'agit d'affronter un ennemi commun. La ville et les villes voisines deviennent alors l'échelle de référence, comme le constatait déjà Jean Monod (1968) dans les années 1960 avec le regroupement des bandes de loubards du Nord de Paris, face aux

---

<sup>7</sup> En ce qui concerne le regroupement générationnel des enfants, l'agrégation concerne davantage des groupes de « vrais copains » que des bandes, ces dernières se constituant au début de la préadolescence voire de l'adolescence.

coalitions banlieusardes issues de la proche banlieue Nord parisienne (La Courneuve et Pantin).

La dynamique de l'ennemi commun génère des logiques de regroupement générationnel qui atteignent l'échelle du département. Toutes les bandes du département ne se réunissent pas, mais on observe le regroupement de bandes issues des quatre coins du département (Madzou, Bacqué, 2008). Ces regroupement extraordinaires et éphémères se défont aussi vite qu'ils se sont faits. Les liens affectifs y sont beaucoup plus faibles que ceux observables entre des jeunes de rue du même quartier.

L'activité principale de la bande l'amène également à s'ouvrir durablement à d'autres bandes de la même génération pratiquant la même activité, que ces bandes soient du quartier ou qu'elles viennent des quartiers voisins. Une bande engagée dans le trafic de stupéfiants fusionnera avec une autre bande du quartier pratiquant la même activité, donnant ainsi naissance à un « regroupement générationnel spécialisé » dans ce domaine. Le même processus s'observe avec d'autres activités (religieuse, sportive, artistique), que cela soit à l'échelle du quartier ou de la ville. En cas de « regroupement générationnel spécialisé », le regroupement perd son caractère éphémère (le rassemblement) et devient durable (le groupe). L'activité, quasiment professionnalisée dans certains cas, crée un lien d'interdépendance, une solidarité organique, entre les bandes spécialisées dans cette activité. Il s'agit alors d'un groupe durable, mais est-ce un groupe de pairs ? Nous constatons parfois une différence d'âge d'une dizaine d'années.

En considérant qu'il s'agit bien d'un groupe de pairs, il s'agit d'un groupe de pairs au sens large du terme : non pas le réseau électif des « vrais copains » ou même simplement des « copains » (la bande), mais un ensemble de jeunes sensiblement du même âge, confrontés aux mêmes problématiques, vivant les mêmes situations, liés par des interdépendances symboliques et économiques, partageant des références culturelles communes, des activités et des expériences communes, un espace commun.

Les différences d'âge correspondent à des repères importants (mais pas forcément déterminants) de la structure hiérarchique habituelle de la jeunesse étudiée. Un espace spécifique est parfois dédié à chaque regroupement générationnel dans certains quartiers où la petite superficie se conjugue avec une forte densité de population, obligeant des jeunes à organiser rigoureusement la répartition spatiale des générations.

Cette ségrégation générationnelle est atténuée par les rencontres aléatoires précédemment décrites. Elle est aussi brouillée par la professionnalisation du trafic de stupéfiants (Sauvadet, 2008, Pierrat, 2014) : les jeunes de rue à la fois organisateurs et bénéficiaires du trafic recrutent des talents de tous les âges. La rentabilité économique prime sur les repères générationnels traditionnels. La hiérarchie générationnelle est relativisée voire remise en cause par celle du trafic qui, comme le montre l'enquête d'Eliane de Latour (1999) dans les ghettos africains, ne s'embarrasse guère de repères générationnels<sup>8</sup>.

Enfin, précisons que, dans certaines situations, la totalité de la jeunesse de rue du quartier se réunit au même endroit au même moment, par exemple lors de la fête du quartier. En fonction de la taille du quartier, nous comptons alors plusieurs dizaines ou même centaines de personnes : jeunes adultes, adolescents et enfants des rues réunis. Les enquêtés passent alors une grande partie de leur temps à se saluer. L'expression « micro-communauté » ou

---

<sup>8</sup> Cette relativisation ou remise en cause de la hiérarchie générationnelle par celle du trafic s'observe aussi dans certaines familles où le fils impliqué dans le trafic prend la place d'un père fragilisé. A ce sujet, lire la thèse de Karima Guenfoud (2003).

« microsociété » juvénile prend alors tout son sens. Tous ces groupes et toutes ces générations rassemblés et mélangés s'unissent dans l'appellation « les jeunes du quartier » ou « de la cité », expressions erronées du sens commun qui sert malheureusement de référence à de nombreux sociologues (Bordet, 1998). N'oublions pas que tout cela représente une minorité de la jeunesse masculine de ces quartiers, et une infime minorité des filles...

## 2. Les spécificités de cette socialisation juvénile dans l'espace public

### 2.1 Les pairs au masculin

La socialisation juvénile est ici très fortement genrée. Il s'agit d'une socialisation juvénile mais aussi masculine de manière quasi-exclusive, avec comme références les valeurs viriles traditionnelles de l'honneur masculin, notamment méditerranéen (Pitt-Rivers, 1997). Une socialisation masculine, aux valeurs viriles traditionnelles voire traditionnalistes, qui se réalise dans un « espace masculin » traditionnel : l'espace public (Bourdieu, 1998).

Les jeunes concernés s'inscrivent dans ce que Raewyn Connell (2014) nomme la « masculinité hégémonique »<sup>9</sup>. Ils la revendiquent tout en étant dominés dans les rapports sociaux de « classe » voire de « race » extérieurs au quartier, notamment dans les espaces les plus prestigieux et les plus contrôlés (mairie, centre-ville, centres commerciaux...). Cela correspond bien à ce que Raewyn Connell appelle la « masculinité marginalisée »<sup>10</sup>. L'affirmation d'un entre soi masculin reflète une quête de reconnaissance virile pour des jeunes hommes peu diplômés, sans capital économique, qui vivent encore chez leurs parents et sont souvent au chômage.

Les quelques filles « de rue » ont pleinement conscience d'évoluer dans un espace masculin où les normes et les valeurs viriles et traditionnelles servent de référence. Elles s'y adaptent en adoptant ces codes virils. Stéphanie Rubi (2005 : 72-107-187) :

En outre, n'oublions pas que la construction d'une réputation de « guerrière » répond souvent à l'injonction de « ne pas se laisser faire » et permet de contrecarrer la possible oppression que l'autre pourrait exercer sur soi : « *Si on fait pas la loi c'est eux qui vont la faire sur nous* » (Alice) [...] les valeurs édictées par le groupe de pairs concourent à faire de la violence une pratique nécessaire dans la construction de la *face*. [...] Ces adolescentes se forment une contre-identité adaptée à la sphère publique : leurs discours font de cet endroit un lieu « dur » où elles doivent « être fortes », pour ne pas subir les dominations ou oppressions des autres.

Stéphanie Rubi (2005) précise que l'adoption des codes virils par les filles « de rue » se réalise dans le cadre d'un espace précis : celui de « la rue », c'est-à-dire l'espace public du quartier. Dans le cadre de la socialisation familiale, ou d'autres formes de socialisation, les filles peuvent adopter des attitudes et des comportements très éloignés de ceux qu'elles montrent dans « la rue ». Il s'agirait donc d'un « habitus clivé », ou du moins de dispositions spécifiques activées dans un contexte spécifique (Lahire, 2011).

### 2.2 La socialisation avec et sans groupe (de pairs)

---

<sup>9</sup> La « masculinité hégémonique » est associée à la rudesse, à l'usage de la violence physique, au dénigrement du féminin. Elle configure les pratiques de genre de façon à assurer la perpétuation du patriarcat.

<sup>10</sup> Les masculinités marginalisées sont celles des groupes dominés dans les rapports sociaux de « classe » et de « race », dont les représentants peuvent, à l'instar des athlètes, des rappeurs ou des bandits, incarner un modèle de masculinité hégémonique sans que le groupe dont ils sont issus ne jouisse d'une autorité et d'une reconnaissance sociales accrues dans la société.

Dans les classes moyennes et supérieures, la socialisation juvénile est d'abord une socialisation entre pairs, dans le sens où les jeunes concernés ont très peu de différence d'âge<sup>11</sup>. La socialisation scolaire et sa répartition très précise par âge explique cette situation. Le groupe de copains résulte souvent de la socialisation scolaire et implique de ce fait une faible différence d'âge. Le contrôle parental limite par ailleurs les possibilités de forte différence d'âge dans le réseau amical de l'enfant ou de l'adolescent. Les parents supervisent régulièrement les relations amicales de leur fils, en contrôlant les horaires, les lieux, les activités de celles-ci, en jouant le rôle de « chaperon » lors des sorties ou des fêtes « à la maison ». Il y a alors convergence de socialisations multiples : amicale, familiale, scolaire.

Ce n'est pas le cas pour les jeunes de rue. Les différentes socialisations sont très clairement dissociées. Si la socialisation scolaire minimise toujours les différences d'âge dans le réseau amical, le faible contrôle parental et la socialisation libre dans la rue produisent l'effet inverse. C'est d'ailleurs l'une des raisons de l'exposition maximale de l'enfance des rues (ou « à la rue ») aux prédateurs adultes de toutes sortes.

Les rassemblements formés dans la rue ne correspondent pas toujours à des groupes « de pairs », ni même simplement à des « groupes », au sens de groupes durablement délimités, tant leur constitution résulte de rencontres aléatoires et éphémères dans un espace social et géographique qui, lui, est délimité : la jeunesse de rue du quartier.

### 2.3 La faiblesse de l'encadrement adulte

Plus nous nous élevons dans l'échelle sociale, plus nous constatons la présence d'adultes auprès des enfants : la socialisation entre pairs est surveillée par des adultes divers et variés. Le temps consacré à la socialisation juvénile libre est très fortement réduit par les différentes formes d'encadrement de l'enfant ou de l'adolescent mises en place par les adultes. Des activités culturelles et sportives ou parascolaires, surinvesties par les parents, sous le contrôle de professeurs particuliers ou d'entraîneurs et autres éducateurs professionnels, règlent le quotidien de la jeunesse « dorée », qui donne parfois l'impression d'être dans une « prison dorée », un « ghetto doré ».

Pour un jeune de rue du logement social, c'est tout l'inverse. La présence de l'adulte se raréfie. La démographie des quartiers pauvres des grandes villes ressemble à une pyramide : la base est constituée par les moins de vingt-cinq ans, comme celle des pays pauvres. Dans ces quartiers, les jeunes sont au moins aussi nombreux que les adultes. Ils sont plus visibles dans l'espace public du fait de la jeunesse de rue et des adultes repliés dans l'espace privé. La vie sociale de ces quartiers est d'abord et avant tout celle des jeunes (de rue) comme le remarquait déjà François Dubet (1987) à la fin des années 1980.

Leurs parents, épuisés par les épreuves de la pauvreté, ont souvent moins de temps et d'énergie à consacrer à leurs enfants, nombreux. Comme dans les familles de la grande bourgeoisie, les familles nombreuses sont la règle. A cela se greffe la problématique des familles monoparentales, matricentrées dans la plupart des cas (Jamouille, 2005). Certaines situations familiales induisent de fait un sous-effectif adulte et un sureffectif juvénile. Il existe quelques situations familiales extrêmes où le contrôle parental devient tout simplement impossible. J'ai ainsi rencontré avec des éducateurs de la prévention spécialisée une famille

---

<sup>11</sup> Voir par exemple le rôle de « rallyes » organisés et supervisés par les parents dans la grande bourgeoisie (Pinçon, Pinçon-Charlot, 2015).

de dix-huit-personnes vivant dans un logement social d'une cité de banlieue parisienne (un père sexagénaire, deux femmes quadragénaires, quinze enfants) : la plupart des enfants étaient livrés à eux-mêmes dans la rue et plusieurs d'entre eux avaient intégré les réseaux de trafic des jeunes de rue du quartier.

Contrairement aux familles nombreuses de la grande bourgeoisie, ces familles populaires ne disposent pas du capital culturel et surtout du capital économique qui leur permettraient de déléguer et sous-traiter à des professionnels l'encadrement et l'éducation de leurs enfants en dehors du temps scolaire. Le travail social, dans l'état actuel de ses moyens, ne peut faire face, ne serait-ce que pour des raisons quantitatives : il faudrait une véritable « armée » de travailleurs sociaux pour prendre en charge un tel volume de personnes. Les travailleurs sociaux ne sont pas des magiciens : sans l'aide d'une société bien-portante où le travail et le logement ne seraient plus des ressources rares, ils ne font pas de miracles. Cette jeunesse « de rue » est ainsi livrée en partie à elle-même. « La rue » devient un peu sa « seconde maman » imaginaire comme le chante la rappeuse Keny Arkana (2006) dans « la mère des enfants perdus ». « La rue », humanisée, personnifiée, essentialisée, se charge gratuitement de l'encadrement et de l'éducation des plus jeunes, presque gratuitement... Il existe un pourcentage de perte, « la rue » n'étant pas une maman très attentive et très aimante.

#### 2.4 La faiblesse de l'encadrement institutionnel

A la faiblesse de l'encadrement adulte se conjugue la faiblesse de l'encadrement institutionnel. Le bazar, le désordre, l'agitation juvénile et l'impuissance adulte sont observables facilement dans différents dispositifs institutionnels qui accueillent la jeunesse populaire, et en particulier la jeunesse de rue du logement social, dont les conduites à risques représentent un vrai défi pour les professionnels de l'éducation, de la prévention, de l'animation et même de la répression. Espace d'animation saturé par les cris et les bousculades, classe scolaire réputée pour son chahut, local d'éducateurs de la prévention spécialisée approprié par une poignée de jeunes de rue au plus grand désarroi des professionnels, conduisent parfois ces derniers à user de moyens autoritaires et expéditifs pour assurer la discipline, notamment en ayant recours à la « politique des grands frères » (Sauvadet, 2005 ; Boucher, 2012) : des jeunes de rue, sans diplôme ou sans diplôme adapté au poste, sont recrutés comme travailleurs sociaux. Leur mission ? Encadrer les turbulences de la jeunesse de rue de leur quartier.

L'éducation et l'encadrement de la jeunesse de rue par la jeunesse de rue, ou plus précisément par les jeunes adultes de rue, sont de fait institutionnalisés. Le principe même de l'autogestion de la jeunesse de rue, c'est-à-dire d'une socialisation juvénile affranchie du contrôle adulte et institutionnel, est ainsi reconnu ou à moitié reconnu, tacitement. Les « grands frères » ont néanmoins une contrainte institutionnelle forte : ils doivent participer à l'autorégulation des violences de la jeunesse de rue de façon à ce qu'elles aient le minimum d'incidences sur le quotidien du reste de la population. Pour schématiser à l'extrême, je résumerai cette politique de la façon suivante : qu'importe ce qu'il se passe à l'intérieur de la jeunesse de la rue, tant que cela n'est pas visible à l'extérieur.

Les « grands frères » optent en conséquence pour une stratégie « défensive » : ils restreignent leurs interventions aux situations de conflit entre adultes et jeunes de rue, entre jeunes de rue et représentants institutionnels, délaissant la problématique des violences verbales voire physiques entre jeunes, laissant ces « affaires » et ces « histoires » se régler dans la discrétion de l'entre soi juvénile de la rue. Les conflits internes à la jeunesse de rue se règlent en interne,

en toute autonomie, sans contrôle adulte ni institutionnel. Les « grands frères » détournent le regard, font vœux de silence ou prennent part à la bagarre lorsqu'ils se positionnent avant tout comme des jeunes de rue du quartier.

Enfin, la faiblesse de l'encadrement institutionnel atteint son paroxysme avec la question de la protection policière et judiciaire. Si cette protection opère efficacement dans les classes moyennes et supérieures, et même dans une large partie des classes populaires, elle est ici rejetée, niée et donc sous-employée. Les jeunes de rue du logement social, en particulier ceux engagés dans des activités ou des carrières délinquantes, parviennent à instaurer différentes formes de « loi du silence », y compris dans des dispositifs institutionnels du travail social ou de l'éducation nationale (Sauvadet, 2015). Le jeune de rue volé ou agressé ne portera pas plainte. Il ne comptera sur aucun adulte à l'exception, à l'extrême limite, de la figure du « grand frère », qu'il soit de la famille ou qu'il soit un professionnel du travail social. Pour se défendre, il mobilisera les relations entretenues dans le cadre de sa socialisation juvénile, libre de toute surveillance adulte : la jeunesse de rue avec ses « vrais copains », ses bandes, ses regroupements générationnels spécialisés ou non. Dans ce cadre, il sera aidé par des enfants ou, le plus souvent, par des adolescents et des jeunes adultes. La jeunesse de rue représente à la fois le problème (l'intimidation, l'agression, le silence...) et sa solution (la mobilisation du réseau, la contre-attaque...).

La socialisation juvénile de la jeunesse de rue du logement social correspond peut-être à la forme contemporaine la plus spectaculaire « d'éducation par les pairs » ou plutôt, d'éducation de la jeunesse par la jeunesse, l'âge de l'éducateur variant de l'enfance au jeune âge adulte. La « politique des grands frères » n'a fait qu'accepter et renforcer cette situation d'entre soi juvénile. L'entre soi juvénile, si typique de l'adolescence (Fize, 1993), atteint ici son paroxysme.

## CONCLUSION

Cette socialisation juvénile dense et complexe, qui échappe très largement au contrôle adulte et institutionnel, est unique en son genre. Elle ne correspond ni à la socialisation juvénile des jeunes des classes supérieures, ni à celle de la classe sociale inférieure, à savoir la socialisation des jeunes en errance, « à la rue », sans famille ou du moins sans logement, qui se caractérise par l'absence d'un groupe protecteur capable d'assurer des protections mutuelles stables<sup>12</sup>. La socialisation étudiée n'est pas représentative, également, de la socialisation de la jeunesse des classes populaires puisqu'elle renvoie à une infime minorité de cette jeunesse, essentiellement masculine qui plus est.

Elle a par contre une très forte visibilité : du fait de son occupation de l'espace public, du fait de la médiatisation de ses activités délinquantes ou tout simplement de ses incivilités, et aussi du fait de la médiatisation de ses pratiques artistiques et sportives représentées par des rappeurs et des boxeurs par exemple. Elle représente le frisson de la transgression par son usage de la violence et des drogues.

Cette socialisation donne l'impression d'une liberté sauvage qui rappelle le roman « Sa majesté des mouches » (Golding, 2008) dans lequel des enfants des classes supérieures se retrouvaient livrés à eux-mêmes et oubliaient bien vite leur éducation bourgeoise. En 1999, Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'Intérieur, avait d'ailleurs qualifié les jeunes ici

---

<sup>12</sup> Une jeunesse « à la rue » (et non « de rue ») que François Chobeaux (2011) appelle « les nomades du vide ».

étudiés de « sauvageons », qualification qui avait créé la polémique. A la stigmatisation, succède la déstigmatisation...

Il est alors utile de rappeler que ces jeunes ont une famille, un logement, sont scolarisés ou ont connu une scolarisation, sont en relation avec des travailleurs sociaux et des acteurs du monde politico-associatif pour certains d'entre eux. Si ces rappels permettent de « casser les clichés » de « sauvageons livrés à eux-mêmes au milieu d'une île déserte », ils ont cependant deux inconvénients majeurs.

Tout d'abord ils confondent bien souvent deux populations juvéniles distinctes dans les quartiers pauvres d'aujourd'hui : les jeunes de rue (ultra-minoritaires) qui investissent les espaces publics, ouverts, voire se les approprient, et les « invisibles » (Marlière, 2005) qui privilégient les espaces protecteurs, fermés, institutionnels (local d'une association, centre social, école, bibliothèque...) ou restent chez eux sous le contrôle de leurs parents, ou encore vivent leur vie loin du quartier de résidence.

Le deuxième inconvénient est la minimisation de l'isolement générationnel et institutionnel de la jeunesse de rue, pourtant lourd de conséquences. La jeunesse de rue est une jeunesse de rue du fait même qu'elle soit en rupture familiale, en échec scolaire puis au chômage, du fait même qu'elle rejette le contrôle institutionnel des travailleurs sociaux et des policiers. Elle organise son entre soi générationnel en réaction à une famille et une société où elle ne trouve pas sa place. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si cette jeunesse imite les codes (linguistiques, vestimentaires, gestuels, artistiques...) des gangs des ghettos américains. Elle fantasme une organisation juvénile qui, de l'autre côté de l'Atlantique, a écrasé toutes les formes d'organisation sociale propres aux habitants des ghettos (communauté de quartier, associations de quartier, entreprises locales...). Le sociologue Martin Sanchez-Jankowski (1991), grand spécialiste des gangs américains, avait d'ailleurs intitulé son ouvrage de référence : « Islands in the Street », un titre qui rappelle l'île du roman de Golding, et un ouvrage qui décrit très précisément l'emprise des gangs concernés sur toutes les activités culturelles et économiques de leur ghetto.

Mais rappelons-le : il serait naïf d'imaginer ces jeunes « coupés du monde ». S'ils sont loin des adultes et des institutions, ils ont par contre outrageusement intégré les valeurs dominantes, très médiatisées, du capitalisme moderne : gagner le maximum d'argent en un minimum de temps et d'effort, puis s'abandonner à l'hédonisme consumériste irresponsable de notre société occidentale. Ils correspondent bien aux « conformistes déviants » décrit par Robert Merton dès le milieu du 20<sup>ème</sup> siècle (1997, p. 177) : « Bien que notre idéologie des classes ouvertes et de la mobilité sociale persiste à le nier, pour ceux qui sont situés au plus bas de la structure sociale, la civilisation impose des exigences contradictoires. D'une part on leur demande d'orienter leur conduite vers la richesse et d'autre part on leur en refuse les moyens légaux. La conséquence de cette incohérence est une proportion élevée de comportements déviants », de « conformisme déviant », soit la poursuite d'objectifs conformistes par l'emploi de moyens déviants.

La condition schizophrénique du « conformisme déviant » conduit aujourd'hui une minorité de la jeunesse de rue étudiée vers un radicalisme politique, dont une infime partie se transforme en terrorisme. Ces jeunes s'en prennent à ce qu'ils ont adoré : la volonté de détruire l'hédonisme consumériste qu'ils ont sous les yeux et dans lequel ils auraient tant aimé se perdre, dans lequel ils se sont perdus. Détruire une société « haram » (impure), une société de « kouffar » (mécréants, infidèles) comme le chantaient certains rappeurs qui ont



aujourd'hui les faveurs des médias<sup>13</sup>. La détruire avec tout ce qui y est rattaché d'une façon ou d'une autre, même l'humanisme des droits de l'homme. Mohamed Merah (2012) et Amedy Coulibaly (2015) étaient des jeunes de rue que ni l'école, ni le travail social, ni la prison n'avaient su contenir ou métamorphoser. De petits délinquants à la recherche d'objets de luxe, ils passèrent au rigorisme religieux et au martyre. Pour les lois de la physique, c'est ce qu'on appelle communément « l'effet balancier ».

---

<sup>13</sup> Ecouter par exemple la chanson « Désolé » du groupe Sexion d'Assaut, une chanson qui a été un vrai succès commercial. Elle a porté l'album intitulé « L'école des points vitaux » (2010) : triple disque de platine avec 400000 exemplaires écoulés. Dans le quatrième couplet, la France est désignée comme un « pays de kouffar ».

## Bibliographie

Bordet J., 1998, *Les « jeunes de la cité »*, Paris, PUF.

Boucher M., 2012, « L'ethnisation de la médiation sociale dans des 'quartiers ghettos'. Non, la politique des 'grands frères' n'est pas morte ! », *Migrations Société*, Vol. 24, No 140, pp. 24-34.

Bourdieu P., 1998, *La domination masculine*, Paris, Seuil.

Ceccaldi P., 1961, « Le phénomène des bandes. Manifestation actuelle de la délinquance juvénile », *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, No 50, pp. 369-418.

Chamboredon J-C., Lemaire M., 1970, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue Française de sociologie*, Vol. 11, No 1, pp. 3-33.

Chobeaux F., 2011, *Les nomades du vide. Des jeunes en errance, de squats en festivals, de gares en lieux d'accueil*, Paris, La Découverte.

Connell R., 2014, *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*, Paris, Editions Amsterdam.

De Latour E., 1999, « Les ghettomen : les gangs de rue à Abidjan et San Pedro », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 129, No 1, pp. 68-83.

De Singly, 2006, *Les Adonaissants*, Paris Armand Colin.

Dubet F., 1987, *La galère : jeunes en survie*, Paris, Points.

Elias N., Scotson J-L., 1997, *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard.

Esterle-Hedibel M., 1998, *La bande, le risque et l'accident*, Paris, L'Harmattan.

Flamand J-P., 1989, *Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social*, Paris, La Découverte.

Fize M., 1993, *Les bandes : l'« entre-soi » adolescent*, Paris, Desclée de Brouwer.

Golding W., 2008, *Sa Majesté des Mouches*, Paris, Gallimard.

Guenfoud K., 2003, *Le business : organisation et vie familiale. Recherche sur l'installation dans l'illégalité*, thèse de sociologie, Université Paris VII.

Jamoulle P., 2005, *Des hommes sur le fil. La construction de l'identité masculine en milieux précaires*, Paris, La Découverte.

Le Breton D., 2003, *Conduites à risque. Des jeux de mort au jeu de vivre*, Paris, PUF.

Lahire B., 1998, *L'homme pluriel : les ressorts de l'action*, Paris, Nathan.

- Lepoutre D., 1997, *Cœur de banlieue, codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob.
- Lucchini R., 1998, « L'enfant de la rue : réalités complexes et discours réducteurs », *Déviance et Société*, Vol. 22, No 4, pp. 347-366.
- Madzou L., Bacqué M-H., 2008, *J'étais un chef de gang*, Paris, La Découverte.
- Marlière E., 2005, *Jeunes en cité : diversité des trajectoires ou destin commun ?*, Paris, L'Harmattan.
- Masclat O., 2003, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute.
- Mauger G., Fossé-Poliak C., 1983, « Les loubards », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol. 50, No 1, pp 49-67.
- Mauger G., 2001, « Disqualification sociale, chômage, précarité et montée des illégalismes », *Regards Sociologiques*, No 21, pp. 79-86.
- Mauger G., 2006, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire : études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires, 1975-2005*, Paris, Belin.
- Merton R., 1997, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Armand Colin.
- Mohammed M., Mucchielli L. (dir.), 2007, *Les bandes de jeunes. Des « blousons noirs » à nos jours*, Paris, La Découverte.
- Mohammed M., 2011, *La formation des bandes : entre la famille, l'école et la rue*, Paris, PUF.
- Moignard B., 2008, *L'école et la rue : fabriques de délinquance*, Paris, PUF.
- Monod J., 1968, *Les Barjots. Essai d'ethnologie des bandes de jeunes*, Paris, Julliard.
- Pasquier D., 2005, *Cultures lycéennes : la tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement.
- Perrot M., 1979, « Dans la France de la Belle Epoque, les « Apaches », premières bandes de jeunes », in *Les marginaux et les exclus dans l'histoire*, Paris, UGE.
- Pierrat J., 2014, *Parrains de cités : Enquête chez les millionnaires du trafic de stupe*, Paris, Manufacture de livres.
- Pinçon M., Pinçon-Charlot M., 2015, *Voyage en grande bourgeoisie*, Paris, PUF.
- Pitt-Rivers J., 1997, *Anthropologie de l'honneur*, Paris, Hachette.
- Robert Ph., Lascoumes P., 1974, *Les bandes d'adolescents*, Paris, Les éditions ouvrières.

Rubi S., 2005, *Les « Crapuleuses », ces adolescentes déviantes*, Paris, PUF.

Sanchez-Jankowski M., 1991, *Islands in the Street. Gangs and American Urban Society*, Los Angeles, University of California Press.

Sauvadet T., 2005, « L'autogestion des jeunes de cité : l'arrivée des animateurs grands frères », in Vulbeau A., Callu E., Jurmand J-P. (dir.), *La place des jeunes dans la cité. Tome 2 : Espaces de rue, espaces de parole*, Paris, L'Harmattan.

Sauvadet T., 2006, *Le Capital guerrier : Solidarité et concurrence entre jeunes de cité*, Paris, Armand Colin.

Sauvadet T., 2008, « Jeunes de rue et trafic de stupe », *Agora*, No 48, pp. 90-101.

Sauvadet T., Bacqué M-H., 2011, « Les usages populaires de l'espace », *Espaces & Sociétés*, No 144/145.

Sauvadet T., 2015, « Le monopole étatique de la violence physique et le capital guerrier des jeunes de rue », in Soulet (dir.), *Jeunesses précaires*, Fribourg, Academic Press Fribourg, pp. 33-52.

Schwartz O., 1990, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*. Paris, PUF.

Whyte W. F., 1995, *Street Corner Society, la structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte.

Vidéo/audio :

De Latour E., « Bronx-Barbès », CNRS-Arte-France 3, 2000.

Keny Arkana, « La mère des enfants perdus », Because Music, 2006.